

Chine communiste. En janvier dernier, M. Ford demandait "une décision réaliste", en ce qui concerne la Chine et M. Eaton avertissait les puissances occidentales de "cesser de provoquer la Chine rouge"...

L'article poursuit plus loin en ces termes: "Le plus vaste marché du monde, peut-être déjà orienté plus qu'il ne faut vers l'économie russe pour ce qui est du matériel industriel lourd et, à un degré moindre, pour ce qui est des biens de consommation, est à peu près fermé aux produits de l'Occident. Avant qu'il soit trop tard et avant que la Chine oublie ce qu'elle pouvait naguère acheter de nous, le commerce traditionnel des biens de consommation entre la Chine et nous doit reprendre", ont déclaré les hommes d'affaires et les manufacturiers de l'Ouest.

Dans les quelques observations que je vais faire, j'aimerais également citer certaines déclarations favorables aux échanges avec la Chine. M. W. C. Mainwaring, vice-président de la *British Columbia Electric Co.*, de Vancouver, a déclaré ce qui suit:

Les exportations du Canada vers la Chine sont tombées de 37 millions de dollars en 1947 à un million de dollars en 1954... Tout indique que la Chine a assez de dollars pour soutenir des échanges accrus avec le Canada...

M. C. M. Forsyth-Smith, délégué commercial du Canada à Hong-Kong, a déclaré ce qui suit:

La Chine rouge offre un "débouché prometteur" pour les articles canadiens...

L'honorable Earle Westwood, ministre du Commerce et de l'Industrie de la Colombie-Britannique, a déclaré pour sa part ce qui suit:

La Chine a tellement besoin d'engrais que les exigences annuelles pour la seule région de Changhaï absorberaient la production totale de la succursale de Trail de la *Consolidated Mining and Smelting Co.*

Et pourtant nous sommes obligés de diminuer notre production et de congédier des employés alors qu'existe ce vaste débouché possible, pour ce qui est des engrais, dont les pays asiatiques et la Chine, notamment, ont grand besoin.

On me permettra, monsieur le président, de citer une autre déclaration. Je précise que je ne fais ici que résumer, que prendre au hasard des déclarations, de façon à ne pas abuser de la patience du comité, en citant ces autorités capitalistes à l'appui des thèses que nous défendions à la Chambre depuis cinq ans. J'ai ici une page de la *Gazette*, de Montréal, du 28 juin. On y trouvera un article intitulé "Le Canada perd un commerce "légitime": Muir découvre que d'autres s'emparent du marché chinois". Qu'on me permette de citer brièvement M. Muir. Il aurait dit ceci:

"C'était extrêmement vexant de se retrouver (en Chine), avec des démarcheurs des autres puissances occidentales et de s'entretenir avec eux.

[M. Herridge.]

On se rendait compte que non seulement ils obtenaient des commandes, mais qu'ils en manifestaient beaucoup d'enthousiasme, alors que nos gens à nous attendent tranquillement que les alouettes leur tombent toutes rôties dans le bec..."

En disant "nos gens", il vise les exportateurs du Canada et le gouvernement. Il continue ainsi:

Le gouvernement canadien devrait veiller à ce que "toute entreprise canadienne qui se laisserait persuader par des influences extérieures de s'écarter de son devoir envers l'ouvrier canadien et l'économie canadienne en refusant de bonnes et légitimes affaires, soit immédiatement soumise à de rigoureuses sanctions".

L'automne dernier le ministre a envoyé en Chine un délégué commercial; ce matin il a fait savoir très brièvement, à la Chambre, sur un ton modeste et doux, en employant des termes à l'avenant, qu'il se présente quelques possibilités de débouchés en Chine. J'estime cependant que nos grands industriels et leurs compagnies ne sont pas convaincus que le gouvernement agit assez vite dans le sens qui s'imposerait pour profiter éventuellement de ce grand marché. A propos de ces industriels, je terminerai en citant la résolution adoptée par la Chambre de commerce de Colombie-Britannique lors de sa récente réunion à Vancouver. Cet organisme y signale qu'il n'est pas satisfait de la ligne de conduite du gouvernement à cet égard—sinon il n'aurait pas adopté une résolution rédigée dans ces termes. Voici le texte de cette résolution qui a été, à ce qu'on m'a dit, adoptée à l'unanimité:

Attendu que le volume des échanges internationaux du Canada est d'une suprême importance pour le bien-être économique de tous les Canadiens; et

Attendu que les produits divers de ses industries fondées sur ses ressources naturelles exigent que les échanges aient lieu sur une base multilatérale; et

Attendu que les échanges commerciaux et les contacts plus étroits entre vendeur et client sont des éléments essentiels de la compréhension et de la bonne entente internationale et de son expansion;

Il est à ces causes résolu que la Chambre de commerce de Colombie-Britannique expose avec insistance au gouvernement fédéral la nécessité d'établir des relations commerciales avec la Chine communiste, sous réserve de conditions qui excluraient le mouvement de matériel stratégique.

Le texte de cette résolution fait évidemment ressortir que la Chambre de commerce de Colombie-Britannique n'est pas satisfaite des mesures prises jusqu'ici par le gouvernement en ce qui concerne le développement de notre commerce avec la Chine rouge. Pourquoi a-t-elle adopté ce point de vue? Parce que ceux qui ont assisté au congrès dont il s'agit devaient être, pour la plupart, des personnes s'occupant des industries primaires de Colombie-Britannique et qui auraient donc des excédents à vendre.